

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2007)  
**Heft:** 1718

**Artikel:** Combiner économies d'énergie et ressources renouvelables  
**Autor:** Delley, Jean-Daniel  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1024217>

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 29.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Combiner économies d'énergie et ressources renouvelables

Jean-Daniel Delley

Les grandes manœuvres sur le terrain de la politique énergétique ont commencé. Encouragés par les incertitudes quant à l'approvisionnement et aux prix des énergies fossiles et par la pénurie annoncée d'électricité, les nucléocrates donnent de la voix. Ils tiennent pour une donnée de fait la croissance annuelle de 1 à 2% de la demande en électricité et minimisent le potentiel des énergies renouvelables et des économies.

En mars 2006, le directeur de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) annonçait une pénurie d'électricité à l'horizon 2020. Neuf mois plus tard, s'appuyant sur un scénario catastrophe cumulant tous les événements défavorables, il avançait l'échéance à l'hiver 2012. Swisselectric, qui regroupe les principaux fournisseurs d'électricité, situe le point de rupture entre 2012 et 2015.

La conjoncture est favorable à une relance de l'industrie nucléaire. La situation au Moyen-Orient tout comme les sautes d'humeur des dirigeants russes ne peuvent qu'inquiéter le consommateur. A quoi s'ajoutent la mise hors service des plus anciennes centrales atomiques et l'échéance des droits de tirage helvétiques sur le nucléaire français. Et le réchauffement climatique vient à l'aide des pro-nucléaires, soucieux de maîtriser les émissions de CO<sub>2</sub>. Les mêmes qui ont tout fait pour saboter la taxe sur ces émissions !

Aujourd'hui la promotion des énergies renouvelables et la nécessité d'économiser l'énergie relèvent du discours politiquement correct. Mais les actes ne suivent pas et la Suisse est à la traîne. Les électriciens, c'est leur métier, misent sur une production accrue et dictent l'agenda politique. Dans l'attente de pouvoir mettre en service la prochaine centrale nucléaire – vingt ans au moins -, ils tablent sur le gaz. Mais le parlement, soudain très préoccupé par le réchauffement climatique, veut lourdement taxer cette solution, afin qu'elle reste transitoire et ne concurrence pas à terme le nucléaire.

Pourtant l'Académie des sciences techniques, dans un récent rapport, considère qu'à l'horizon 2050 une société à 2000 watts – le tiers de nos besoins actuels pour des prestations équivalentes – est techniquement réalisable et économiquement supportable. A cette échéance les trois quarts de nos besoins pourraient être couverts par des énergies renouvelables indigènes. Cette affirmation repose sur de solides calculs et se traduit par un plan qui précise notamment le nombre d'installations à construire, le montant des investissements nécessaires et les conséquences sur les coûts de l'énergie. Cette double action – énergies renouvelables et efficience énergétique – nécessite une subtile combinaison d'incitations et de prescriptions. 20% des nouveaux bâtiments sont conformes au standard Minergie, pourquoi pas tous ? Véhicules et appareils de toutes sortes à basse consommation sont disponibles. Le solaire thermique également. Ne manque qu'un plan, des objectifs précis et des mécanismes financiers et prescriptifs pour déclencher de nouveaux comportements d'achat et de consommation.